

Budget de dépenses

2003-2004

Crédits des ministères et organismes

Crédits supplémentaires I

pour l'année financière
se terminant le 31 mars 2004

Déposé à l'Assemblée nationale
conformément
aux articles 45 et 47
de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)
par madame Monique Jérôme-Forget,
présidente du Conseil du trésor
et ministre responsable de l'Administration gouvernementale

ISSN 1480-2910
ISBN 2-550-41825-5

Dépôt légal, 4^e trimestre 2003
Bibliothèque nationale du Québec

Notes Explicatives

Les crédits supplémentaires déposés à l'Assemblée nationale pour l'exercice financier 2003-2004 visent à financer des dépenses additionnelles de 394,0 M\$ survenues depuis le début de l'exercice financier. Tel qu'indiqué au tableau 1, ces crédits supplémentaires comprennent 295,0 M\$ au ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, 59,0 M\$ au ministère de la Sécurité publique et 40,0 M\$ au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ». Il est prévu que des mesures à d'autres postes de dépenses permettront de compenser les dépenses additionnelles de 394,0 M\$ financées par les crédits supplémentaires.

Les crédits supplémentaires contiennent également des crédits de 177,0 M\$ à la supercatégorie « Prêts, Placements et Avances » au programme 2 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ». Ces crédits sont requis afin de financer un excédent des coûts sur les crédits alloués en 2002-2003, relativement à la provision pour les congés de maladie et de vacances, afin de tenir compte de la contribution du gouvernement à titre d'employeur.

Tableau 1 : Crédits supplémentaires 2003-2004
(en million de dollars)

	Crédits votés		Total
	Dépenses	PPA ¹	
Emploi, Solidarité sociale et Famille	295,0	-	295,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	40,0	177,0	217,0
Sécurité publique	59,0	-	59,0
	394,0	177,0	571,0

¹ Prêts, Placements et Avances

Sommaire des crédits

	2003-2004
	Crédits à voter
	(000 \$)
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	217 000,0
Emploi, Solidarité sociale et Famille	295 000,0
Sécurité publique	59 000,0
Total	571 000,0

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Programme 2 Fonctions gouvernementales

Éléments	2003-2004			Crédits Totaux
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	
	(000 \$)			
2. Coordination et soutien à la gestion des ressources	40 000,0	-	-	40 000,0
4. Contributions du gouvernement à titre d'employeur	-	-	177 000,0	177 000,0
	40 000,0	-	177 000,0	217 000,0
Crédits à voter				217 000,0

Ce programme regroupe les dépenses reliées aux fonctions centrales se rapportant au développement de l'employabilité, de même qu'au recrutement, à la coordination et au soutien à la gestion des ressources, particulièrement les ressources humaines. Ce programme pourvoit également au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et aux pluies diluviennes survenues en juillet 1996. On y retrouve aussi la provision permettant d'appuyer la réalisation de projets reliés à la prestation électronique de services et à l'autoroute de l'information. Finalement ce programme prévoit le budget se rapportant à des contributions du gouvernement à titre d'employeur et une provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	2	4	Éléments	2003-2004
	(000 \$)			
Affectation à un fonds spécial	40 000,0	-		40 000,0
	40 000,0	-		40 000,0
Budget d'investissements				
Prêts, placements et avances	-	177 000,0		177 000,0
	-	177 000,0		177 000,0

Emploi, Solidarité sociale et Famille

Programme 2 Mesures d'aide financière

Élément	2003-2004			Crédits Totaux
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	
	(000 \$)			
3. Assistance-emploi	295 000,0	-	-	<u>295 000,0</u>
Crédits à voter				295 000,0

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse à des personnes à faible revenu, ayant des enfants à charge, un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Par ailleurs, ce programme vise à favoriser l'intégration durable en emploi des prestataires de longue durée de l'assistance-emploi en leur offrant des suppléments temporaires de revenus de travail. De plus, le programme accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le financement du Fonds Québécois d'initiatives sociales. Enfin, il vise le développement des politiques de sécurité du revenu.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	3	Élément	2003-2004
		(000 \$)	
Transfert	<u>295 000,0</u>		<u>295 000,0</u>
	295 000,0		295 000,0

Sécurité publique

Programme 2 Sûreté du Québec

Éléments	2003-2004			Crédits Totaux
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	
	(000 \$)			
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	28 948,9	-	-	28 948,9
2. Gestion interne et soutien	30 051,1	-	-	30 051,1
	59 000,0	-	-	59 000,0
Crédits à voter				59 000,0

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	Éléments		2003-2004
	1	2	
	(000 \$)		
Rémunération	19 108,7	4 274,8	23 383,5
Fonctionnement	1 166,6	10 630,8	11 797,4
Affectation à un fonds spécial	8 673,6	15 145,5	23 819,1
	28 948,9	30 051,1	59 000,0